

À Lons-le-Saunier, l'austérité, c'est maintenant !

Lors du conseil municipal du 8 octobre dernier, le maire UMP de Lons-le-Saunier, Jacques Pélissard, met en débat une décision modificative budgétaire qui prévoit entre autres, la réduction de 250 000 euros (-15,15%) de la subvention versée par la Ville au Centre Communale d'Action Sociale.

Dans ce contexte de crise aggravée qui plonge de plus en plus de nos concitoyens dans les difficultés, une diminution du financement de l'action sociale est incompréhensible.

En réponse à notre interpellation, entre autres explications, le maire parle d'« effet ciseau » et d'« anticipation » : le gouvernement prévoit la stagnation des dotations versées aux communes en 2013 puis une réduction en 2014 et en 2015. Il faut anticiper les difficultés à venir. Le propos a le mérite de la clarté : l'austérité, c'est maintenant.

Et il est vrai que le projet de budget 2013 du nouveau gouvernement, qui s'inscrit dans le pacte d'austérité Sarkozy/Merkel, prévoit le gel des dotations locales pour les collectivités. Plus encore, début octobre au Sénat, F.Hollande, a enfermé toute réflexion sur l'évolution des politiques territoriales en discussion, dans ce qu'il a appelé « le redressement des comptes publics ».

À la veille du vote à l'Assemblée Nationale du TSCG, les masques tombent : les collectivités devront se serrer la ceinture !

Mais alors que penser de la détermination du Président des Maires de France, Jacques Pélissard, qui déclarait la veille dans le journal local : « La baisse des dotations aux collectivités locales ne sont pas acquises & Nous mettrons le gouvernement face à ses responsabilités car il n'est pas envisageable de baisser les dotations 2014 et 2015. »

Il faut dire que le lendemain, le 9 octobre, Jacques Pélissard, député votera pour le traité de l'austérité comme la grande majorité des députés UMP et PS.

Une chose est pourtant certaine : l'aggravation des situations de différents pays d'Europe comme la Grèce ou l'Espagne, montrent que les politiques d'austérité conduites au nom de la dette sont contre-productives et mènent à la catastrophe.

Pour réussir, la gauche doit avoir le courage d'aller chercher l'argent là où il est, pour donner aux collectivités locales qui contribuent à hauteur de 71 % de l'investissement public national, les moyens financiers de contribuer à une croissance utile, durable et écologique pour faire sortir le pays de la crise. Avec les élus de l'ADEC 39, nous continuerons à porter ces propositions alternatives.

T.Gaffiot P.Jeanmougin, Conseillers municipaux Groupe Communiste Lons-le-Saunier